

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

**ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé**



N°4, Décembre 2022

**École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi**

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)

École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Contact

www.lakisa.larsced.cg

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSSOU Virginie, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maitre-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Education Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Comité de lecture

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

SOMMAIRE

Le CEP, l'environnement scolaire et la décharge des directeurs d'écoles primaires au Bénin Agbodjinou Germain ALLADAKAN	1
Le travail des enfants : processus représentationnel des hommes et femmes à Cotonou Gildas ABI-KABEROU et Mèdèssè Mèmèdé Trinité HOUNGNON	17
Médiation des simulateurs pour l'apprentissage de l'activité de diagnostic en automobile Landry NDOUMATSEYI BOTONGOYE	29
Enseignement de la logique mathématique dans l'enseignement secondaire au Burkina Faso : état des lieux et perspectives Timbila SAWADOGO, Kirsi Jean-Pierre DOUAMBA et Borémavé Cyrique BOMBIRI	31
L'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal : cas de Badiana (1953 -1954) Idrissa MANGA.....	43
Stratégies d'adaptation des adolescents orphelins transférés à des membres de la famille élargie en Côte d'Ivoire Yogblo Armand GROGUHÉ.....	57
La formation initiale des enseignants du primaire face à l'acquisition des compétences dans l'enseignement des sciences Amadou Yoro NIANG	69
Le sens des responsabilités dans les organisations : apprentissages pour l'administration scolaire Charles Karosy BAMOUNI	83
Perception sociale et inobservance des mesures barrières contre la covid-19 dans les communes dites populaires à Abidjan Cyrille Julien Sylvain YORO et Yacouba BALLO	91
La pratique de l'évaluation formative dans le processus d'enseignement /apprentissage de l'expression écrite en classe de 4ème Chris Poppel LOUYINDOULA BANGANA YIYA, Richard Bertin NGOLO et Regina Véronique ODJOLA.....	104

L'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal : cas de Badiana (1953 -1954)

Idrissa MANGA, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
E-mail : mangaidrissa81@gmail.com

Résumé

L'éducation de base trouve son origine au cours de la seconde session de l'UNESCO, tenue à Mexico en 1948. Au cours de cette conférence, des décisions prises sont entre autres de faire reculer les frontières de l'ignorance et de l'analphabétisme dans les pays sous-développés, au nombre desquels figure le Sénégal, alors colonie française, d'améliorer le vécu quotidien des populations en vulgarisant les outils de travail dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'économie. Malgré la courte durée de la mission d'éducation de base à Badiana, des résultats ont été acquis. Sur le terrain, les besoins et les désirs d'éveiller la conscience des colonisés ont été matérialisés. En fait, l'enquête-sondage réalisée par l'Organisme de Recherche sur l'Alimentation et la Nutrition Africaines (ORANA), en 1954, à Badiana avait permis de déceler les facteurs pathogènes associés à un déficit de protides animaux. De fait, des campagnes de distribution de lait écrémé et des aliments locaux (farine d'arachide, farine de poisson fabriquée par l'industrie locale), opérés pendant deux ans (1954-1956) avaient atténué la malnutrition. Cette étude est basée sur l'exploitation des sources archivistiques, des travaux scientifiques ainsi que des enquêtes de terrain.

Mots-clés : Sénégal, ORANA, UNESCO, Éducation de base, Badiana.

Abstract

The basic education took roots during the second session of UNESCO held in Mexico in 1948. During that conference decisions were taken to fight ignorance and illiteracy in developing countries, among which is Senegal, then a French colony and to improve the living conditions of the populations by vulgarizing the working tools in the sector of agriculture, health and economics. In spite of the short stay of the mission of basic education in Badiana, the objectives were achieved. The needs and desires to raise awareness of the colonized people were attained. In fact, the investigation and survey organized by the Research Organization on Feeding and Nutrition of Africans (ORANA), in 1954 in Badiana had permitted to discover pathological factors linked to the shortage in animal proteins. Actually, the campaigns of distribution of creamed milk and local foodstuffs (peanut farina, fish farina made by the local industry), operated during two years (1954-1956) had diminished malnutrition. This study is based on the exploitation of archivist sources, scientific researches as well as the investigations on the field.

Key words: Senegal, ORANA, UNESCO, Basic Education, Badiana.

Introduction

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), des Occidentaux consacrent des efforts dans plusieurs secteurs pour leur permettre d'accéder, par le biais des progrès scientifiques et techniques, au besoin élémentaire. Au cours des années cinquante, cette politique de mise en valeur s'est élargie aux pays du Tiers-monde, notamment en Afrique où elle a connu un énorme succès. En effet, parmi les secteurs illustrateurs de cette modernité, capables d'améliorer la vie humaine et d'apporter le développement socio-économique, il y a celui de la production (agriculture, élevage, eaux et forêts, commerce, etc.) et de la reproduction (relatif à la santé humaine et animale).

Ainsi, l'extension esquissée de la mission assignée aux services de l'enseignement, en vue de la promotion de l'alphabétisation des adultes, la vulgarisation des nouveaux outils de travail par ces progrès scientifiques, justifie cette activité qui a fait naître de grandes Espérances dans le monde et que l'UNESCO a propagée sous le concept « d'éducation de base ». Les prémices d'un tel système ont commencé à naître au sein de cette institution à la suite de sa seconde session au Mexique en 1948 (J. Bowers, 1948, p. 4). Dès lors, la France a entrepris à son tour « une série d'expériences et de campagnes d'éducation de base, notamment dans les Fédérations de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Équatoriale française, et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun »¹.

Ce projet marquait, évidemment, une nouvelle étape pour les populations de l'AOF, avec comme toile de fond, une volonté d'améliorer les conditions de vie à tous azimuts, d'éveiller la conscience des colonisés. En effet, l'une des missions de l'éducation de base, au Sénégal, avec l'expérience de Badiana² (1953-1954), en Casamance, s'inscrivit dans cette dynamique.

Toutefois, face à la gravité de la question alimentaire en AOF, des mesures propres furent prises sur le plan médico-sanitaire et sur le péril nutritionnel pour juguler son évolution. C'est dans ce sens que la Mission Anthropologique fut créée le 9 juillet 1945 pour apporter des réponses par rapport à cette carence. Mais, les prospections entreprises par cette Mission dans le but de détecter et de déterminer la prévalence de la malnutrition et les différentes maladies qui en découlent ont connu des limites pour des raisons « d'ordre matériel, technique et socioculturel » (I. Manga, 2018, p.301).

À partir de ce moment, des perspectives beaucoup plus opérationnelles et techniques furent ouvertes avec une mise en place d'un nouvel Organisme de Recherche sur l'Alimentation et la Nutrition Africaines (ORANA) en 1952, chargé de poursuivre l'œuvre de la Mission anthropologique. L'ORANA mit l'accent sur la formation du personnel-cadre, l'étude des aliments africains riches en vitamines, les enquêtes alimentaires et nutritionnelles, les caractéristiques de l'alimentation africaine, les solutions aux problèmes alimentaires et nutritionnels des Africains notamment des groupes vulnérables à l'image des jeunes enfants au Sénégal.

La séquence chronologique en question est rythmée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1953-1954) qui marque une continuité dans la mise en valeur des colonies, mais aussi et surtout par la prise en charge des questions alimentaires sur le plan mondial par des actions novatrices. Ainsi, cette mission de Badiana, la deuxième du Territoire après celle de Darou Mousti, se déroula du 15 décembre 1953 au 10 février 1954, puis pendant les deux dernières semaines du mois de mai de l'année 1954.

¹ UNESCO, études et documents d'éducation. Expériences françaises d'éducation de base en Afrique noire. Centre d'information du département de l'éducation Unesco, 1954 n° IX (préface).

² Badiana est un grand village de la communauté rurale de Djinaky, dans l'arrondissement de Kataba 1, du Département de Bignona, de la région de Ziguinchor. Ce grand village a abrité du 15 décembre 1953 au 10 février 1954, après M'boumba, en 1952 et Darou-Mousti, en 1953, la troisième expérience d'éducation de base au Sénégal. Cette mission d'éducation de base était dirigée par Amadou Mokhtar M'bow comme ce fut le cas de la mission de Darou-Mousti.

L'objectif de cet article est de montrer comment la mission de l'éducation de base au Sénégal a réussi à faire comprendre que la lutte contre la mortalité infantile, les maladies infectieuses, les maladies sexuellement transmissibles, la désertification, la malnutrition, la famine, etc. passe par des opérations de sensibilisation et de conscientisation des populations locales sur les risques qu'elles encourent. Il en est de même de montrer la place de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition à Badiana.

Partant de ce constat, la présente étude se propose d'analyser l'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal, notamment à Badiana, en Casamance de 1953 à 1954. Qu'est-ce que l'éducation de base ? Quel était son rôle dans l'amélioration de la santé humaine et animale ; dans le développement économique et environnemental ? Comment l'ORANA a-t-elle participé à cette expérience d'éducation de base ? Telles sont les interrogations auxquelles nous tenterons d'apporter des réponses dans cet article.

Droit fondamental inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'éducation de base a,

des effets mesurables et incontestables sur la démographie, la santé, la croissance économique, l'environnement, la cohésion sociale et la paix. Elle améliore l'accès à l'emploi et à des revenus décents, favorise la modification des comportements sociaux et des modes de production. Facteur essentiel dans la réduction des inégalités, elle favorise la participation des populations au développement, à l'exercice de la citoyenneté, à la bonne gouvernance et à la stabilité politique³.

Ce type d'éducation est à la croisée des droits fondamentaux de chaque individu et des enjeux globaux.

La méthodologie utilisée est essentiellement axée sur l'exploitation des sources archivistiques et des travaux scientifiques ainsi que des enquêtes de terrain. Le choix est porté a priori sur des documents qui nous sont des sources primaires du domaine à étudier.

Dans cette documentation, les documents d'archives (Séries O, H et 2G, etc.), les rapports sur l'enseignement de façon générale et en particulier sur l'éducation de base datant des années cinquante, les travaux de Jean Capelle (1990), de Abdou Moumouni Dioffo (1964), de John Bowers (1971) sont d'un apport indéniable. Ils nous ont aidés à élaborer une mise à niveau à la connaissance d'un domaine d'exploration convenablement abordé par l'historiographie.

Les documents exploités sont constitués d'archives, de rapports, d'ouvrages, d'articles et de périodiques. Cela requiert d'ailleurs, une critique de la littérature. Ces travaux qui tendent à faire comprendre le rôle de l'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal qui, insensiblement, s'est opéré à l'époque moderne contemporaine doivent être manipulés avec précautions.

Les difficultés auxquelles nous ont été confrontés dans l'élaboration de cet article sont liées à la pauvreté des sources écrites et à leur exploitation. Les sources relatives à l'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal sont très limitées. Les témoignages sont certes indispensables, mais se révèlent inaccessibles pour notre champ chronologique.

Le travail est structuré en trois grandes parties. La première analyse la controverse sur l'origine du concept de l'éducation de base. La deuxième propose une réflexion sur des activités économiques et sociales menées par les missionnaires. Dans la dernière partie, les activités médicales et l'œuvre de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition à Badiana sont également abordées.

³ unesdoc.unesco.org, Consulté le 15 juin 2022

1. Controverse sur l'origine du concept de l'éducation de base

L'origine⁴ de la notion *éducation de base* semble être controversée. La littérature utilise et manie beaucoup de termes pour la définir, pour expliquer son but et son fonctionnement au tout début de son histoire. Nous disposons des concepts tels que : éducation, éducation de base des jeunes et des adultes, alphabétisation ou éducation des adultes. La documentation disponible nous permet de camper conceptuellement les termes les plus fréquents dans le discours tenu dans les différentes activités de l'éducation de base. Cela nous permet d'aborder, également, l'historique des expériences d'éducation de base, le personnel de la mission de l'éducation de base à Badiana et le fonctionnement des commissions chargées de l'éducation.

1.1. Décryptage des notions

À la lumière de ce qui précède, les concepts précités sont le fruit d'un inventaire systématique des mots couramment utilisés dans le domaine de l'éducation de façon générale et particulièrement de l'éducation de base.

Le terme « *éducation* » est défini par le dictionnaire universel comme une action d'élever, d'instruire, de former les enfants, les jeunes gens dans le but d'acquérir de la connaissance des usages du monde. Au regard de cette définition, nous constatons déjà qu'il y a deux pistes qui se dégagent : celle « *d'élever* » et celle « *d'instruire* ». Éducation vient du verbe « *éduquer* » qui est d'origine grecque et peut venir soit de « *educare* », soit de « *educere* ». « *Educare* » signifie nourrir, allaiter, tandis que « *educere* » signifie quant à lui, tirer de, produire.

Cette situation confuse nous amène à poser la question à savoir qu'est ce qui se cache derrière le verbe éduquer ? Selon O. Reboul (1989, p.19), « éduquer, c'est à la fois entretenir, maintenir dans l'existence, et mener hors de ce qu'on est, maintenir et dépasser ». Cette définition de Reboul semble rejoindre la signification donnée par le dictionnaire universel à savoir les deux pistes « *l'action d'élever et l'action d'instruire* ».

La première piste qui renvoie à « *l'action d'élever* » signifierait à son niveau l'action de quelqu'un sur quelqu'un d'autre. Nous avons là donc deux entités, une qui dicte ou propose et l'autre qui reçoit. L'action « *d'élever* » se rapporte à l'éducation au sens restreint, pour l'essentiel, celle de la famille. À ce titre, les analyses d'Olivier Reboul sont éclairantes.

Il considère que l'éducation de la famille est spontanée. Une mère qui dorlote son bébé l'éduque, car elle éveille sa conscience et développe avant tout son langage, son aptitude à communiquer ; mais la mère ne programme pas cela et même ne le sait pas ; sa tendresse est éducative, mais à son insu. Ainsi, dans ce cas, « l'éducation » renvoie à celle que les parents donnent à leurs progénitures (enfants). Elle est une sorte de communication d'un ensemble de valeurs culturelles et morales qui régissent la vie sociale. En somme, elle a une fonction de « *socialisation* »⁵ et de reproduction des valeurs socioculturelles.

⁴ Les origines du concept « éducation de base » semblent être inconnues. La seule source qui nous a évoqué l'origine du terme est le journal de l'UNESCO, le courrier intitulé *le programme de l'UNESCO pour 1948*, Volume 1, N°1, Paris, février 1948, 8p, Cf : unesdoc.unesco.org. Dans ce journal, John Bowers, auteur d'un article intitulé *l'éducation de base, programme pour 1948*, p. 4, nous affirme ce qui suit : « un jour, dans une rue de Mexico, le délégué du Brésil à la conférence générale de l'UNESCO entendit un petit garçon, se disputant avec un autre, lui décocher ce trait final : tu aurais bien besoin d'éducation de base ! » traduite en langue portugaise *educação basica*. Ainsi, selon le journal, le terme a été rapporté à la conférence par ce délégué. À la conférence même, on s'aperçut bientôt que le projet d'éducation de base avait frappé l'imagination des délégués, comme un moyen offert aux Etats membres de recevoir de l'UNESCO une aide pratique en vue d'une tâche non moins pratique et urgente : celle d'assurer un *minimum d'éducation de base à tous leurs citoyens*. C'est dans cette intention que l'UNESCO s'efforcera, au cours de 1948, de relier entre elles, en un mouvement concerté à l'échelle mondiale, les entreprises d'éducation de base.

⁵ Au Sénégal, la question « d'éducation de base » des jeunes est toujours d'actualité. Ainsi, en décryptant une telle position, nous constatons que les débats font allusion à l'éducation par la tradition. En autre terme,

S'agissant du second terme « instruire », il signifie au contraire, transmettre un savoir à quelqu'un, lui donner des leçons par le biais de « l'enseignement »⁶. Elle désigne une *éducation intentionnelle* (qui renvoie ici aux finalités et aux objectifs que se fixe l'éducation d'un groupe, d'une communauté pour un but bien déterminé) ; c'est une activité qui s'exerce dans une institution dont les buts sont explicites les méthodes plus ou moins codifiées, qu'assurent des professionnelles. Elle renvoie à « l'école »⁷, à l'enseignement. Alors qu'est-ce que la « formation » ?

Ce terme est devenu de nos jours très vague. Ainsi, selon M. Kede Onana (2012, p. 2), « formation continue, formation des formateurs » ; « un terme parfois polémique. [...] Qu'elle soit technique, professionnelle, militaire, sportive, et même si l'on inclut tous les recyclages, la formation est la préparation de l'individu à telle ou telle fonction sociale [...] ». Ces trois termes à savoir élever, instruire et formation malgré leurs différents sens, entretiennent des rapports de complémentarité. Quel que soit le domaine, toute réflexion sur l'éducation « contribue à l'apprentissage à être homme » (O. Reboul, 1989, p. 19).

Au regard de ces définitions, l'on se rend compte que l'éducation est « l'action par laquelle on conduit l'être humain de l'état d'enfance entendu comme terminus a quo, à l'état adulte posé comme terminus ad quem, entendu comme point d'arrivée » (M. K. Onana, 2012, p. 3). Pour D. Mvogo (2002, p. 14) « l'éducation se donne pour fin explicite la production des adultes, c'est-à-dire d'être mûrs, achevés, accomplis ».

Quant à la notion *analphabétisme*, elle signifie l'incapacité de lire et d'écrire. Mais cette notion a évolué au cours du temps. Dans les années 1960-1970, combattre l'analphabétisme a de plus en plus été considéré comme une condition nécessaire de la croissance économique et du développement national. En 1978, l'UNESCO adopte une définition de l'analphabétisme fonctionnel, toujours en vigueur,

une personne est analphabète du point de vue fonctionnel si elle ne peut se livrer à toutes les activités qui requièrent l'alphabetisme aux fins d'un fonctionnement efficace de son groupe ou de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer d'utiliser la lecture, l'écriture et le calcul pour son propre développement et celui de la communauté (Rapport final, UNESCO, 1948, p. 6).

En revanche, l'alphabetisation est, selon l'UNESCO

un droit humain fondamental, et la base de l'apprentissage tout au long de la vie. Facteur déterminant du développement social et humain, elle permet de transformer les vies. Pour les individus, mais aussi pour les familles et les sociétés, c'est un instrument d'autonomisation qui améliore la santé, les revenus et les relations que l'on tisse avec le monde extérieur. [...] Une communauté alphabétisée est une communauté dynamique, qui échange des idées et s'implique dans les débats (Rapport final, UNESCO/ED/177, 1960, p. 4).

l'éducation qui permet d'acquérir les valeurs et coutumes de la société. Celle-ci peut s'acquérir à trois niveaux d'abord par les parents, c'est-à-dire par le père et la maman, ensuite par la religion, c'est-à-dire à partir des lieux d'apprentissage et d'initiation et enfin par des cérémonies rituelles comme chez les Diola, en basse Casamance. Ces différentes formes d'éducation par la tradition permettaient aux jeunes enfants d'acquérir des valeurs et coutumes leur permettant de respecter ce qui est prescrit et d'éviter ce qui est proscrit par la société. Ainsi, l'acquisition de ces règles élémentaires vise à former un citoyen utile pour sa communauté.

⁶ Le terme enseignement, de son côté, signifie « marquer d'un signe, distinguer, rendre remarquable ». Il se réfère plutôt à un bien précis, soit celui du développement des connaissances des élèves à l'aide de signes (la transmission des connaissances est en soi impossible, on ne transmet pas de connaissances). Cf : unesdoc.unesco.org,

⁷ Un établissement ou lieu où l'on dispense des cours afin d'acquérir du savoir, de la connaissance.

Tout compte fait, selon les pays, l'alphabétisme peut être défini par l'aptitude à lire facilement ou difficilement une lettre ou un journal, l'aptitude à lire et écrire des phrases simples (dans certaines langues) ou encore dépendre du niveau d'instruction atteint. L'alphabétisation fait alors partie des préoccupations et des priorités sur le plan international. Ceci nous amène à revoir l'historique des expériences d'éducation de base.

1.2. L'historique des expériences d'éducation de base

Bien que se donnant tous (ces trois termes précités) le même but, ces expériences diffèrent par certains aspects : des objectifs plus ou moins étendus, des moyens plus ou moins limités, durée variable, prédominance de tel ou tel caractère (pédagogique, sociologique, économique, etc.). Pour la mise en œuvre de cette politique d'éducation de base, des commissions de territoire et des commissions de cercles sont mises en place. Ainsi, « ces commissions comprendront des fonctionnaires (représentants des services ayant une portée intellectuelle, économique et sociale), des représentants d'institutions privées et des représentants de la population »⁸.

Cependant, pour mettre en pratique cette politique, l'éducation de base, en AOF, le Saliou Mbaye, un des panélistes du colloque organisé à l'UCAD II en 2011 sur « Les 90 ans de Amadou Mahtar M'bow », note : « le Haut-commissaire décide de créer des structures au niveau fédéral et territorial. À Dakar, est, créée la commission fédérale de l'éducation de base. Placée sous l'autorité du Secrétaire Général du Gouvernement, elle est pilotée par l'Inspecteur général de l'enseignement, le Recteur d'Académie Camerlynck »⁹.

Cependant, poursuit Saliou Mbaye, le secrétariat est tenu par,

André Terrisse, chef du service pédagogique secondé par un Sénégalais Ibrahima Bâ, un autre nom qui reste lié à l'éducation de base. Celui-ci, effectua sept mois de stage, notamment en Haïti, aux USA et au Mexique pour s'imprégner des techniques et pratiques de l'éducation de base dans ces pays. La commission réunit les représentants des secteurs concernés : la santé, l'agriculture, l'élevage et les eaux et forêts, les services financiers et les travaux publics, Radio Dakar. (...). Elle met en place un stage fédéral où vont être formés pendant quelques semaines, les acteurs désignés par les territoires pour mener à bien cette politique. Le premier stage a eu lieu à Dakar du 9 mars au 2 avril 1953. Elle choisit le village de M'boumba¹⁰, en 1952, au Sénégal, pour implanter la première expérience d'éducation de base.

L'éducation de base sera confiée et menée par des ressortissants des territoires. En ce qui concerne le budget, il fut dans un premier temps fait appel au budget de l'AOF. Dans le second temps, il a été confié au Fonds d'Investissements pour le Développement Economique et Social (FIDES)¹¹. Il s'est posé dès lors la question de la langue qu'il fallait utiliser. Fallait-il utiliser

⁸ ANS, O 664/31 ; éducation de base : rapports de mission au Soudan, au Sénégal et en Mauritanie 1951-1955.

⁹ Pr. Saliou Mbaye, dans son intervention du jeudi 12 Mai 2011, avait axé son discours sur le thème : « Amadou Mahtar M'bow et l'éducation de base de 1953-1957 ».

¹⁰ M'boumba a été choisi suite à la journée d'études sur les problèmes posés en Afrique française par le développement de l'éducation au Quai d'Orsay sous la présidence du Dr Aujoulat, secrétaire d'État à la France d'Outre-mer à la suite de la conférence des directeurs de l'enseignement d'Outre-mer et de M. Camerlynck recteur de l'Académie de l'AOF, de Montel et de André Terrisse chef du service pédagogique de l'AOF qui dans son intervention a présenté l'exposé intitulé « une expérience française d'éducation de base en AOF ». Après avoir rappelé qu'un crédit de 2 millions avait été inscrit pour sa réalisation au budget fédéral de 1951, Terrisse note que M'boumba, dans le cercle de Podor, est choisi pour tenter cette expérience parce qu'il (M'boumba) ne possédait ni école, ni dispensaire et que pendant toute la saison des pluies, il est isolé des centres. CF. ANS, O 662-31 : commission fédérale de l'éducation de base : stages, crédits, rapports, journaux 1951-1955.

¹¹ Le FIDES a été créé en 1946 pour financer les deux plans de développement des territoires d'Outre-mer qui se succèdent, le premier de 1948 à 1953 et le deuxième de 1953 à 1959. Ces plans concernaient essentiellement l'Afrique noire et Madagascar. Celui-ci dégagait trois millions pour des besoins de l'expérience.

exclusivement le français comme le préconisait déjà la Conférence africaine française tenue à Brazzaville en 1944¹², ou fallait-il s'adapter aux conditions locales et faire usage de la langue la plus utilisée de la région, notamment le Wolof, le Pular, le Sérère ou le Diola ? Finalement, l'alphabétisation se fait en français et les causeries sont faites dans la langue locale. Le programme fut proposé par le service pédagogique.

Au plan territorial « une commission territoriale de l'éducation de base est mise en place. Elle est pilotée par l'Inspecteur. Y siègent le responsable désigné pour diriger l'éducation de base et les deux membres de l'Assemblée territoriale pour représenter la population » (A. Terrisse, 1954, p.65). Au niveau de chaque cercle, une commission est prévue. Il faut noter que,

c'est le 7 mars 1953 qu'Amadou Mahtar M'bow est mis à la disposition du gouverneur du Sénégal pour diriger le service de l'éducation de base rattaché à l'Inspection Académique de Saint-Louis. Il était de 1951 à cette date, professeur d'histoire et de géographie au collège de Rosso-Mauritanie. La décision de mutation N°571 est actée le 25 janvier 1954¹³.

C'est donc en pleine année scolaire, au mois de mars que M. Amadou Mahtar M'bow quitte son poste de professeur à Rosso Mauritanie pour venir diriger l'éducation de base au Sénégal. « Dès le 29 avril 1953, il mena sa première mission à Darou-Mousti. Pour chacune des missions, il rédige un rapport d'évaluation. Il a également mené et produit une enquête préliminaire sur les villages expérimentés, à l'image de Badiana »¹⁴. Mais quelle était la composition de l'équipe de Badiana ? Comment fonctionnait la mission de l'éducation ?

1.3. Le personnel de la mission de l'éducation de base à Badiana

Ce personnel est constitué, entre autres des Sénégalais permanents et détachés. Ainsi, le personnel permanent de l'éducation de base est : M. Amadou Mahktar M'bow, professeur d'histoire et de géographie, chargé de l'éducation de base du Sénégal, chef de mission et M. André Pignier, technicien en matériel de cinéma...

Pour le personnel détaché par les services techniques pour la durée de la mission, l'on retient par-là, du côté de la santé, M. Alioune Seck, médecin africain principal en service à Bignona, M. François Diatta, médecin africain en service à l'hôpital de Ziguinchor et de M. Laurent Sagna, infirmier africain en service à Bignona. Du côté de l'agriculture, l'on a M. Albert Coly, moniteur de l'agriculture en service à Bignona. Des eaux et forêts : M. Abdoulaye Cissé, contrôleur des Eaux et Forêts, chef du cantonnement de Kolda. Du côté de l'élevage : M. René Bocandé, infirmier vétérinaire en service à Vélingara. Des Travaux publics : M. César Diatta, ouvrier spécialisé en bois, en service à Ziguinchor. De l'enseignement : M. Charles Bernard Jules, instituteur en service à Ziguinchor ; Mme Cécile Richard, monitrice de l'enseignement en service à Ziguinchor. À ce personnel fixe furent adjoints à titre temporaire, pour les eaux et forêts : M. Ernest Coly et Ignace Philibert Badji, garde forestier, alternativement (Amadou Mahktar M'bow, lors de l'entretien du 15 octobre 2013 à Dakar).

1.4. Fonctionnement des commissions chargées de l'éducation de base

La mise en œuvre de la politique d'éducation de base incombe à des commissions. La première tâche de la commission, dans la conclusion fédérale, consiste à la coordination en tous les services et de toutes les institutions susceptibles d'avoir une action éducative sur les populations. Elle aura pour but de fixer une politique générale d'éducation de base pour

¹² ANS, O171-31, conférence Africaine Française de Brazzaville. Rapport relatif à l'enseignement, Janvier 1944

¹³ ANS, 11D1/0230 ; enseignement : affaires relatives à l'éducation, 1944-1964.

¹⁴ 1 H 116, éducation de base (procès-verbaux, de réunions ; Mbow (A.M), rapport sur la mission de Badiana (Casamance, 1953-54 ; éducation sanitaire par radio, 1956-1957). 1951- 1957.

l'ensemble de la fédération afin d'éviter les doubles emplois, les efforts désordonnés. Par ailleurs, elle doit, délimiter les attributions des commissions de territoires et de cercle.

La seconde tâche a pour but l'organisation de campagnes caractérisées par un effort éducatif intense sur une aire géographique limitée. Ce choix fait, il y aura lieu de conduire une enquête approfondie sur les besoins intellectuels, économiques et sociaux de la région, à laquelle participeront les éléments les plus représentatifs de la population.

Au bout du compte, il s'agit de mettre au point « les moyens d'exécution s'il s'agit de la lutte contre l'analphabétisme »¹⁵. Ceci nous amène au financement dont les principaux chefs de dépenses seront : la rétribution des équipes de spécialistes qui ne formeront qu'une minorité par rapport aux représentants des services permanents pris occasionnellement dans les services de l'enseignement, de l'agriculture, de la santé publique, etc. ; le financement des organismes de recherche et de mise au point des instruments d'action (bureau d'études, etc.) et l'achat du matériel nécessaire pour la campagne (camion de projection, camion sanitaire, etc.).

Au bilan, l'acception de l'expression « éducation de base » est assez variable et très complexe à décrypter. Le terme trouve son origine, au cours de la seconde session de l'UNESCO, tenue à Mexico en 1948. Dès lors, les idées de faire reculer les frontières de l'ignorance, de l'analphabétisme dans les pays sous-développés, d'améliorer la vie des populations sont mises en branle.

2. Activités économiques et sociales menées par les missionnaires de l'éducation de base de Badiana

L'agriculture est l'un des secteurs dans lequel la mission de l'éducation de base s'est d'abord inscrite à Badiana. Il fallait prioritairement situer les problèmes d'enquêtes avant d'apporter les réponses.

2.1. Problèmes d'enquêtes et solutions

La campagne d'éducation de base reposant nécessairement sur « une connaissance approfondie de la région ciblée, des conditions naturelles de vie de ses habitants, de leurs besoins d'intellectuels, économiques et sociaux »¹⁶ fut précédée d'une enquête à laquelle participeront les éléments les plus représentatifs de la population locale.

Un des tous premiers problèmes se situait dans l'ignorance de certains participants de ce qu'est l'éducation de base. Devant cette situation, le chef de mission fut obligé d'une part de mettre au point un programme de travail et de fixer dans chaque domaine les objectifs à atteindre. Le second problème venait des différentes enquêtes menées préalablement. Ces dernières avaient fait ressortir que les populations, essentiellement agricoles, tiraient de la terre la presque totalité de leurs ressources.

Compte tenu de la structure du marché, l'accroissement du revenu d'un cultivateur ne pouvait être recherché que dans une revalorisation de la production agricole. L'extension des surfaces cultivées n'est concevable qu'avec la modernisation des instruments de travail qui sont archaïques en usage. La modernisation de ces instruments « posait des problèmes financiers et techniques qui ne sont pas directement du ressort de l'éducation de base »¹⁷.

¹⁵ ANS, O 662-31 commission fédérale de l'éducation de base : stages : crédits, rapports, journaux 1951-1955

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Le problème financier a été signalé, dès le départ du programme, par André Terrisse, chef de la mission d'éducation de base de M'boumba. Pour lui, les difficultés budgétaires, les crédits ayant été ramenés de 10 millions à 8 millions alors que l'équipement du service de l'éducation de base pour toute la Fédération aggrave les besoins. Cf : ANS O662-31, définit le rôle de l'éducation de base et son budget de fonctionnement.

2.2. Recherches de solutions

De fait, les agents étaient obligés de rechercher d'autres solutions. Les actions de l'éducation de base furent fixées sur la recherche du maintien de la fertilité, de l'augmentation des rendements, l'introduction des cultures nouvelles de saison sèche, la revalorisation des produits de la cueillette et l'amélioration du système des échanges. Les moyens employés furent variés. Certains s'insèrent dans le cadre de la vulgarisation entreprise par les agents de l'agriculture, d'autres constituent des innovations justifiées par les conditions locales.

Pour la culture du riz, les cultivateurs du village de Badiana et environs étaient parvenus à un système bien équilibré permettant d'obtenir des rendements satisfaisants et le maintien de la fertilité. À cet effet, la culture de l'arachide fut intensifiée. Mais, l'insuffisance des moyens de transport constitua un facteur bloquant à la commercialisation des produits agricoles

À Badiana, le marché le plus proche, celui de Bignona, étant situé à 25 kms. Pour apporter des solutions à ces difficultés, les agents de l'éducation de base devraient regrouper les cultivateurs au sein d'un organisme centralisant les produits et assurant le transport et l'écoulement. Les agents de l'éducation de base, du fait de l'importance du secteur, étaient conscients d'une situation. De ce fait, ils notent lors de la mission de Badiana :

C'est pourquoi notre plan de travail ne prévoyait l'organisation coopérative qu'après l'implantation solide de notre système éducatif. (...). Les locaux de la future coopérative sont prévus dans la « maison de l'éducation de base », construite avec l'aide de la population. L'éducation coopérative qui a été amorcée sera poursuivie au cours de l'année 1954-1955 qui pourra prendre appui sur l'organisation existante des sociétés de travail. Ces sociétés qui sont des groupements de travailleurs par âges et par sexe sont gérées par des responsables élus, choisis pour leur dynamisme et leur intégrité. Toutes les sociétés d'un même quartier forment une sorte de fédération (...). Cette solidarité qui existe dans le travail constitue un exemple qui justifie les espoirs que l'on peut fonder sur un système moderne de coopération¹⁸.

Ainsi, après cette phase d'identification des problèmes et des solutions possibles à apporter au secteur de l'agriculture, les agents du domaine de la culture commencèrent leur sensibilisation par des démonstrations.

2.3. Retour à l'orthodoxie dans les activités agricoles, voire économiques

De tout temps, l'agriculture a été la principale activité humaine à utiliser les ressources naturelles pour satisfaire des besoins humains, en particulier l'alimentation. C'est pourquoi, pour rendre la terre beaucoup plus fertile, le fumier organique¹⁹, l'engrais vert²⁰, l'engrais chimique²¹ et l'assolement (jachère ou rotation) ont servi de démonstration aux différentes

¹⁸ ANS, O662-31, définit le rôle de l'éducation de base et son budget de fonctionnement.

¹⁹ C'est-à-dire le fumier qui proviendrait, semble-t-il, des déjections ramassées à l'approche de l'hivernage sur les placements des troupeaux du village où les vaches ou tous autres animaux sont parqués la nuit. Les déjections ramassées au jour le jour furent mises dans les fausses par couches alternant avec de la paille ou de la terre. Cette fosse est arrosée régulièrement. La décomposition se fait à l'abri des rayons stérilisateurs du soleil grâce à une protection en feuilles de rôniers. En guise d'exemple illustratif, l'expérience ne fut tentée que chez quelques cultivateurs, les résultats obtenus permettent de diffuser l'expérimentation.

²⁰ À Badiana, les cultivateurs reconnaissent une baisse de leurs rendements depuis l'abandon de l'enfouissement des tiges de riz et des herbes après la récolte. L'objectif de la mission d'éducation de base consistait surtout à insister sur l'accentuation de la perte de la fertilité et ses conséquences redoutables sur le niveau de vie... Ce qui fait qu'avant la fin de la mission, la pratique de l'enfouissement des tiges et herbes avait été reprise.

²¹ La diffusion des engrais chimiques fut heurtée souvent à une difficulté majeure : l'ignorance par les cultivateurs des modes de d'épandage. Les efforts entrepris pour amener les cultivateurs à une meilleure utilisation des engrais chimiques devraient être renforcés par la distribution au moment de la répartition d'un dépliant indiquant pour chaque catégorie d'engrais les doses et les modes d'utilisation. Ces dépliants pourraient être rédigés simultanément en français et en Diola.

expériences d'éducation de base pour avoir de meilleurs rendements dans les cultures fruitières, maraîchères, de rente et vivrières. Les résultats obtenus dans ces expériences furent satisfaisants. On assiste non seulement à l'accroissement des ressources, mais aussi, et surtout à l'amélioration des conditions de vie des populations de Badiana.

Par ailleurs, les actions dans le domaine forestier étaient de mise. Pour ce faire, un plan de reboisement pour lutter contre le défrichement, la déforestation a été conçu au moment des différentes enquêtes préliminaires. Les champs délimités sont entourés d'une double haie d'anacardiens « darcassous » dans le village de Badiana et environs. Mais, ces actions du service des Eaux et Forêts ne sont parfois perçues que par leurs aspects répressifs. Car « les cultivateurs et les éleveurs des villages environnants comme Baline, Bélaye, Djinaki, Tendine, Ebinkine, etc, percevaient le service des Eaux et Forêts comme une contrainte »²².

La question de l'élevage n'était pas en reste dans le programme des expériences d'éducation de base de 1952-1957. Ainsi, « plus de 109 castrations furent opérées chez des bovins et 36 chez des ovins et caprins. 8 animaux furent soignés pour des plaies et 6 pour des abcès. Des prélèvements de sang effectués sur des bovins maigres à poils piqués furent envoyés au laboratoire de Ziguinchor pour l'analyse »²³.

Il s'y ajoute des séances d'explications collectives sur l'utilité de l'élevage, sur la constitution de réserves fourragères, sur les conséquences des feux de brousse, sur l'alimentation du bétail, etc. Mieux, un puits, qui pourrait alimenter un abreuvoir en ciment, fut creusé avec le soutien du chef de la subdivision de Bignona.

Par ailleurs, les activités à caractère hautement humaniste de l'éducation de base avaient touché également le secteur social. Vu les problèmes auxquels les femmes de cette localité restent confrontées dans les opérations de préparation du repas, c'est-à-dire pour passer de l'épi de mil au couscous, il faut écraser, vanner, piler, bluter ; de l'aube à la nuit, les pilons rythment ce travail monotone. Pour une contribution sociale, les membres de la mission ont parlé aux notables des concasseurs à mil utilisés dans certains centres africains. Ils pensaient que les femmes, délivrées de leur obsédante corvée, seraient disponibles pour d'autres tâches familiales : soins aux enfants, amélioration de l'habitat, entre autres.

Au total, les activités agropastorales et sociales de la mission d'éducation de base de Badiana peuvent être qualifiées d'opérations de succès dans la zone. Au regard général, les informations sur les activités agricoles dans un pays moderne à climat tempéré ont été faites.

3. Les activités médicales et l'œuvre de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition à Badiana

L'ignorance, les mauvaises conditions économiques, l'éloignement des postes médicaux, l'absence de moyens réguliers de transport sont autant de facteurs qui minent la zone.

3.1. Les activités médicales

Le programme médical appliqué en collaboration avec l'aide du médecin lieutenant-colonel Directeur de l'ORANA, André Raoult²⁴, était axé sur la lutte contre les maladies existantes par la médecine de soins. Il était également axé sur la lutte contre la propagation des maladies par l'hygiène individuelle et collective ; la lutte contre les avortements, la mortalité et

²² ANS, O 662/31 ; commission fédérale de l'éducation de base : crédits, rapports, journaux ..., 1951-1955

²³ ANS, 1 H 50 ; correspondance entre l'OMS et la santé en AOF (1948-1957). Journées mondiales de la santé 1956 : l'alimentation en Afrique et la santé de l'enfant 1957. L'insecte, complice de la maladie..., 1948-1958.

²⁴ Le docteur André Raoult, est placé à la tête de l'ORANA en 1953 après avoir été, à partir de 1951, chef de la Mission anthropologique, Cf : ANS, 2G53/, AOF, ORANA, rapport annuel, d'activité. Le docteur Raoult avait succédé en 1951 au docteur Bergougnou, lui-même successeur de Léon Pales en 1949.

la morbidité infantiles, mais permanentes susceptibles de perpétuer l'œuvre de la mission d'éducation de base et la lutte contre la malnutrition.

De fait, la mission accorde la priorité à quelques différents aspects. Il s'agit entre autres de la médecine de soins et de la médecine préventive. De ce point de vue, parmi les maladies les plus fréquentes et enregistrées au cours de l'expérience d'éducation de base de Badiana, il y a celles qui concernent les voies respiratoires : celles-ci dominaient toutes les autres maladies identifiées au cours des différentes consultations.

Il faut noter qu'au cours de cette mission, « il y a eu 867 cas qui ont été enregistrés surtout chez les enfants pour la plupart âgés de moins de huit ans seulement. Ainsi se produisent les bronchites, les coryzas et les broncho-pneumonies »²⁵. L'on note la présence du paludisme qui avait fait l'objet d'une attention particulière et de plusieurs consultations. Ceci s'explique aisément, soit par la proximité des populations des rizières du village de Badiana et environs, soit par les eaux stagnantes pendant la période hivernale et qui offraient aux moustiques des gîtes favorables.

Les maladies des yeux étaient également annotées. Celles-ci étaient soit des cas de conjonctivites simples, soit de trachome compliqué, de trichiasis et de kératites très avancées avec menace de cécité. Le trachome, maladie essentiellement des collectivités malpropres, constitue un danger réel pour les populations des différentes localités. Par exemple, « la bilharziose avait fourni sept cas cliniques à Badiana, mais à la suite des examens d'urines auxquels il a procédé, le médecin lieutenant, le colonel Raoult pensait que 42% au moins des habitants du village et environs étaient parasités »²⁶. D'autres maladies découvertes au cours des consultations ont été, évidemment, enregistrées.

L'éducation des accoucheuses se faisait au niveau de la case de santé installée par les agents. Quant à celle des mamans, elle se faisait au cours des causeries organisées à l'occasion des séances collectives du soin et au cours des leçons de couture, des nombreuses visites faites à domicile par les membres de la mission. Toutes les occasions favorables étaient saisies pour montrer à la maman les risques que courait son enfant. Les dangers d'un allaitement anormalement prolongé, d'un sevrage mal effectué et de la mauvaise alimentation des enfants furent particulièrement soulignés.

L'amélioration de l'alimentation de l'enfant a été vivement conseillé par l'utilisation des fruits sauvages et des fruits cultivés (papaye, oranges, bananes, etc.) et des légumes dont la culture a été introduite. L'insuffisance dans l'alimentation des protides d'origine animale est avant tout un fait économique (faiblesse du pouvoir d'achat) auquel l'augmentation des ressources pourra apporter des remèdes. Quelle est la place de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition à Badiana ?

3.2. L'épreuve de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition à Badiana

L'enquête-sondage faite en avril 1954 en Basse Casamance, pays de rizières et de palmiers, avait choisi Badiana, village où se développait une expérience d'« éducation de base » à laquelle l'ORANA avait participé. Cette enquête avait permis de recenser les taux de kwashiorkor, conséquence de la malnutrition, dans la tranche de 6 mois à 42 mois avec une moyenne de 18,9%. Ainsi,

820 personnes avaient été examinées dont 300 enfants de 0 à 12 ans soumis à un examen complet, c'est-à-dire hématologie, parasitologie (selles, urines), clinique et radiologie. Cette enquête avait révélé deux facteurs pathogènes associés à un déficit de protides animaux. L'un était associé au

²⁵ ANS, 1 H 50 ; correspondance entre l'OMS et la santé en AOF (1948-1957). Journées mondiales de la santé 1956 : l'alimentation en Afrique et la santé de l'enfant 1957. L'insecte, complice de la maladie..., 1948-1958.

²⁶ *Ibidem*

béribéri fruste (riziphage), et l'autre l'ankylostomiase (40% d'enfants trouvés parasités en un seul examen)²⁷.

De fait, les effets de l'éducation de base, accompagnant la distribution de lait écrémé et des aliments locaux (farine d'arachide, farine de poisson fabriquée par l'industrie locale), pendant deux ans (1954-1956) avaient atténué la malnutrition. Le taux de kwashiorkor a baissé à 15% dans l'ensemble pour cette tranche d'âge c'est-à-dire de 0 à 12 ans (A. Raoult, 1956, p. 5). Les conditions nutritionnelles n'étaient pas modifiées dans l'intervalle, mais un progrès sensible avait été réalisé dans l'hygiène générale du village.

L'ignorance est une source de blocage socio-économique du développement (Ph. Hugon, 1967, p. 699). Cependant, durant la période 1952-1957, le Sénégal connaît un taux de mortalité et de morbidité infantiles élevé. Les causes sont « le tétanos du nouveau-né qui était dû à l'infection de la plaie ombilicale, la section du cordon étant faite avec n'importe quel couteau. En période de froid, les enfants en général insuffisamment vêtus sont victimes de pneumocociles, de diarrhées, etc. » (A. Raoult, 1956, p. 8). L'ignorance des parents qui ne mettent pas l'enfant à l'abri des insectes vecteurs de maladies, et qui ne pratiquent, semble-t-il, qu'une toilette sommaire en période de grands travaux est encore une cause essentielle.

Il n'était pas souvent rare de voir une nuée de mouches se poser sur la bouche et les yeux du bébé sans défense. Les enquêtes préliminaires de Badiana avaient permis,

de savoir qu'en milieu Diola, durant la période hivernale, l'enfant attaché sur le dos de sa mère passait ses journées dans la rizière infestée de moustiques et d'insectes de toutes sortes, s'il n'était pas laissé seul à la maison sans surveillance. C'est en hivernage que les accès pernicieux étaient les plus fréquents. Une fois que l'enfant était parasite, dès son très jeune âge, c'est par miracle qu'il pouvait échapper à la mort²⁸.

Le sevrage mal fait était encore une autre source de troubles aux conséquences néfastes. Sur ce point précis, le médecin lieutenant-colonel André Raoult, à la suite des investigations médicales effectuées à Badiana, disait, qu'

il avait le sentiment que le bébé de la zone en particulier et de l'Afrique en générale qui était exclusivement nourri au sein, se développait mieux que celui Européen de même âge, mais qu'à partir du sevrage, le développement de l'enfant Africain, insuffisamment et mal nourri, déclinait. Le sevrage était effectué en général tardivement et au moment où il intervenait, le déclin avait déjà commencé, le lait maternel n'ayant qu'une faible valeur nutritive. Une telle situation entraîne toujours des maladies infantiles²⁹.

Au regard de cet éclairage, l'on constate que les activités médicales ainsi que l'œuvre de l'ORANA dans la lutte contre la malnutrition ont contribué à améliorer le vécu quotidien de la population de Badiana et par conséquent de vaincre l'ignorance.

Conclusion

Ce travail, qui tente d'élargir l'horizon de connaissances sur le rôle de la France dans l'amélioration des conditions de vie et dans l'éveil de conscience des colonisés, a permis d'analyser l'ORANA et la mission de l'éducation de base au Sénégal, notamment à Badiana. Notre approche a permis de parcourir les activités de l'ORANA, en particulier, et celles relevant de la mission sur l'éducation des adultes en AOF, en général.

²⁷ ANS, 2G54/ 8 : Rapport annuel sur l'activité de l'ORANA, p. 15.

²⁸ ANS, O 664/31 : éducation de base : rapports de mission : Soudan- Sénégal-Mauritanie ,1951-1955.

²⁹ ANS, 1H93(163) : ORANA : études rapports techniques, rapports annuels 1952 – 1957.

Ainsi, l'acceptation de l'expression « éducation de base » est assez variable et très complexe à décrypter. Le terme trouve son origine au cours de la seconde session de l'UNESCO, tenue à Mexico en 1948. Au cours de cette conférence, des décisions prises visaient à faire reculer les frontières de l'ignorance et de l'analphabétisme dans les territoires sous-développés encore sous les jugs coloniaux ; d'améliorer le vécu quotidien des populations en vulgarisant les outils de travail dans les domaines de l'agriculture, de la santé, et de l'économie.

De ce fait, toutes les expériences d'éducation de base au Sénégal furent poursuivies sous le signe de l'éducation. Malgré la courte durée de la mission d'éducation de base à Badiana, des résultats ont été acquis. Sur le terrain, les besoins et les désirs d'éveiller la conscience des colonisés ont été matérialisés par le fruit des efforts consentis.

À Badiana, l'enquête-sondage faite par l'ORANA, en 1954, avait permis de dépister les facteurs pathogènes associés à un déficit de protides animaux. Des campagnes de distribution de lait écrémé et des aliments locaux (farine d'arachide, farine de poisson fabriquée par l'industrie locale), opérés pendant deux ans (1954-1956) avaient atténué la malnutrition.

En définitive, la meilleure façon de pousser les populations dans le combat pour l'émergence et le développement socio-économique figure en première ligne l'opération de conscientisation de l'existence d'un nouveau mode de vie. Ces initiatives de la mission d'éducation de base de Badiana s'inscrivent à contre-courant de l'histoire, car initiée au crépuscule d'un système vivement secoué aussi bien par le nouvel ordre mondial, le péril nutritionnel que par la naissance du Tiers-monde. La mise en valeur des colonies sur tous les plans devint, en réalité, une condition sine qua non pour la France. Ce travail, loin de clore la réflexion sur l'ORANA et la mission de l'éducation de Base au Sénégal, ouvre des pistes à la recherche et questionnement historique.

Sources et références bibliographiques

Sources d'archives (Archives Nationales de la République du Sénégal)

a) Fonds AOF ; Série H (Santé)

ANS, 1H95(163) Arrêté n° 5866/SP.AD du 7 Aout 1953 portant la création de l'ORANA précisant en son article 3, la mission qui lui est confiée de poursuivre l'étude de sous-nutrition et de la malnutrition en AOF.

ANS, 1H93 (163) : ORANA : études rapports techniques, rapports annuels 1952-1957.

ANS, 1H50 (163) : Correspondance entre l'OMS et la santé en AOF (1948-1957). Journées mondiales de la santé 1956 : l'alimentation en Afrique et la santé de l'enfant 1957. L'insecte, complice de la maladie..., 1948-1958.

ANS, 1H116 (163) : Éducation de base (procès-verbaux, de réunions ; MBOW (A.M), rapport sur la mission de Badiana (Casamance, 1953-54 ; éducation sanitaire par radio, 1956-1957). 1951- 1957 ; CF. également, www.amadoumahtarmbow.org

Sous – série 2G : Rapports périodiques deuxième tranche (1941-1960) Santé (Sénégal)

ANS, 2G54/ 8 : Rapport annuel sur l'activité de l'ORANA 20 p.

2G 53(162) : AOF, direction générale de la santé publique. Rapport l'exécution du programme F.I.D.E.S au 30 Juin. Dakar le 22 Septembre 1953, 11p.

b) Série O : enseignement en AOF (1895-1958).

ANS, O171-31 : Conférence Africaine Française de Brazzaville. Rapport relatif à l'enseignement, Janvier 1944

ANS, 11D1/0230 : Enseignement : affaires relatives à l'éducation, 1944-1964.

ANS, O 662-31 : Commission fédérale de l'éducation de base : stages, crédits, rapports, journaux 1951-1955.

ANS, O662-31 : Définit le rôle de l'éducation de base et son budget de fonctionnement.

ANS, O 664/31 : Éducation de base : rapports de mission au Soudan, au Sénégal et en Mauritanie 1951-1955.

2- Références bibliographiques

BOWERS Jean, 1971, *L'éducation de base in journal le courrier, le programme de l'UNESCO pour 1948*, UNESCO, volume I, n°1, février 1948, 9p.

CAPELLE Jean, 1990, *L'éducation en Afrique Noire à la veille des indépendances (1946-1984)*, Paris, édition Karthala.

HUGON Philippe, 1967, « Les blocages socio-culturels du développement en Afrique noire », *Revue Tiers Monde*, n° 31, p. 699-709 .

MANGA Idrissa, 2018, *L'ORANA et la lutte contre la malnutrition au Sénégal de 1952 à 2000*, Thèse de Doctorat unique en histoire, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

MOUMOUNI Dioffo Abdou, 1964, *L'éducation en Afrique*, Paris, Maspero,

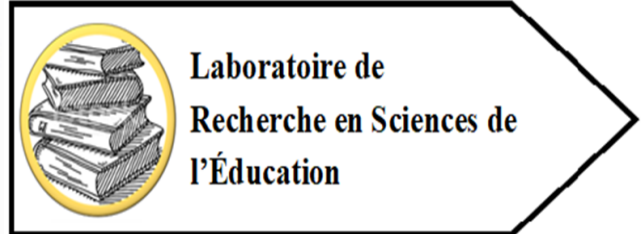
MVOGO Dominique, 2002, *L'éducation aujourd'hui : quels enjeux ?*, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, Yaoundé-Cameroun,

ONANA Magloire Kede, 2012, *L'éducation à la citoyenneté : Dressage ou libération ?* thèse de doctorat unique, Université Paris-Est, UFR des Lettres, Ecole doctorale des cultures et sociétés, département de philosophie,

RAOULT André, 1956, *Répartition géographique et incidence du Kwashiorkor en AOF*, Dakar, ORANA, C.4, 10 p.

REBOUL Olivier, 1989, *La philosophie de l'éducation*, PUF, Paris,

TERRISSE André, 1954, « Les méthodes de l'éducation de base et les auxiliaires audio-visuels en AOF », *Éducation africaine, série éducation de base*, n°3, Dakar, service fédéral de l'éducation de base AOF, p.155-176.



LAKISA, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture des sciences de l'éducation du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, ou encore philosophie de l'éducation...) en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès (accès gratuit immédiat aux articles, ces articles sont téléchargeables à toutes fins utiles et licite) sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Éditeur : LARSCED

www.lakisa.larsced.cg
revue.lakisa@larsced.cg
revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo